

Le facteur cheval s'invite à la présidentielle

20 AVR. 2017 PAR [GUY DE LA BROSSE](#) BLOG : LE BLOG DE GUY DE LA BROSSE

On le constate chaque jour, le conservatisme fait fureur en cette période électorale et le milieu hippique et équestre ne déroge pas à la règle : afin d'obtenir des candidats à la présidence puis par répercussion ensuite aux législatives, des promesses à défaut d'assurances sur les différents dossiers qui les intéressent.

En quelque sorte, qu'ils aideront la filière, c'est le terme choisi, à sortir de ses difficultés économiques, réelles ou pas, et plus prosaïquement de vivre leur métier ou hobby.

De Bercy à Saint-Cloud

Dans un premier temps, la campagne médiatique a été marquée par une manifestation sur la voie publique peu habituelle aux hommes et femmes de chevaux qui font souvent le reproche à d'autres professions d'agir de la sorte. 5000 personnes ont défilé de Vincennes à Bercy et leurs délégués ont été reçus par le Ministre du Budget et ses conseillers. La principale revendication, qui reviendra ensuite comme un leitmotiv tout au long de leurs interventions publiques ou privées consiste à demander une révision du taux de TVA sur toutes les factures. Celles-ci ont été imposées à 20% c'est-à-dire au régime général en 2014 alors qu'auparavant elles bénéficiaient d'un tarif dérogatoire pour leur spécificité. L'audience des représentants du gouvernement était courtoise mais ne pouvait déboucher sur des décisions d'abord parce que les interlocuteurs ne seront plus les mêmes, d'ici peu, et que, d'autre part, les fonctionnaires européens sont pratiquement totalement décisionnaires et ne peuvent agir qu'à la marge par rapport aux élus ou gouvernants nationaux.

Fillon en guest star

Conscients de n'avoir pas frappé à la bonne porte, les dirigeants hippiques et équestres ont décidé d'entrer dans la campagne présidentielle. Ils ont voulu se manifester différemment avant la finale du grand prix de l'Elysée. D'où une réunion semi-publique à Saint-Cloud le 5 avril, non un meeting par crainte de débordements. Pas davantage une conférence de presse où les questions des journalistes auraient déranger les orateurs mais plutôt une assemblée sur inscriptions ou invitations très contrôlée avec un questionnaire préétabli qui en quelque sorte mâchait la besogne aux invités. Ceux-ci exclusivement candidats officiels et encore seulement les mieux cotés par les sondages. Très vite, on se rendait compte que François Fillon serait la vedette du jour d'autant plus qu'avec Nicolas Dupont-Aignan, il était le seul leader à s'être déplacé en chair, en os et en habit, bleu marine de très bonne coupe évidemment. Il était accueilli comme une guest star par plusieurs dizaines de ses supporters qui avaient fait le déplacement de son fief de Sablé-sur-Sarthe. Cela lui permettait de rappeler aussitôt (cf publication Mediapart du 22 février 2017) qu'il avait présidé, après le décès de son ami Joël Le Theule, pendant quelques temps aux destinées de la société locale.

Normalement, il insistait sur cet épisode et déclarait « Je vis à l'ombre de deux monuments, l'Abbaye de Solesmes et Jean-Michel Bazire ». Le rapprochement avec le driver vedette des courses de trot en France était tout à fait normal puisque celui-ci réside sur cette commune mais par contre, l'allusion à Solesmes plus étonnante. Elle était peut-être motivée parce qu'il s'agit d'un lieu saint où beaucoup de pieux gens viennent faire retraite et pénitence pour que leurs péchés soient pardonnés.

On pourrait presque y voir un acte de contrition. L'ambiance était au beau fixe et le candidat invité à venir caresser, les yeux dans les yeux, un vieux cheval gris sorti tout droit des boxes voisins de l'hippodrome sous le regard admiratif et tout sourire des présidents du trot et du galop, Dominique de Bellaigat et Edouard de Rothschild. Un

Il déclarait sa volonté de faire avancer le dossier de la TVA auprès de la commission européenne, avec pour argument le fait qu'il s'agit d'une activité non délocalisable.

Un autre postulant à l'Élysée avait fait le déplacement, Nicolas Dupont-Aignan, et avait droit, mais avec moins d'apparat, à caresser le cheval gris de service. Très à l'aise devant une assistance qui lui réservait également un bon accueil, il insistait davantage sur les possibilités et la volonté de booster l'emploi en relocalisant un million de salariés et d'en créer un autre million en consultant les professionnels, secteur par secteur.

Deux Députés européens

Le quarteron des intervenants était complété par deux hommes connaissant mieux le monde des courses et de l'élevage et en mesure donc d'en parler de façon intéressante et précise lors de cet audit. Tout d'abord, Edouard Ferrand. Son patronyme, comme ses options politiques, sont bien connus dans le microcosme. De même que l'intérêt qu'il porte aux diverses activités équestres ou hippiques, il a été élevé dans le sérail autant de l'extrême droite que de l'élevage. Son père a été longtemps – ce ne s'invente pas – Président des courses de Vichy et des éleveurs de chevaux de pur-sang. Il insistait dans son exposé sur la volonté d'une politique délibérée d'aide aux jeunes professionnels français pour lutter contre les compétiteurs étrangers. Jean Arthuis, qui a été Ministre et également Sénateur, est probablement de tous les postulants le représentant le plus autorisé, au meilleur sens du terme, pour travailler utilement en faveur des courses et de l'élevage. Non seulement fiscaliste averti mais aussi pratiquant des courses, ayant drivé en amateur, et ami des grandes familles du trot en Maine Anjou. Il exprimait la volonté de rétablir la confiance chez les acteurs de la filière. C'est lui, certainement aussi, qui a inspiré le point de vue exprimé dans les colonnes de Paris Turf le 8 avril sous la signature de son candidat Emmanuel Macron. Sans originalité, il se prononçait pour la réforme du taux de TVA mais sur un autre sujet, celui des paris, il exprimait une proposition novatrice et courageuse : obtenir de l'Etat le respect d'un équilibre entre le PMU et la Française des Jeux.

Celle-ci voulant tester les jeux en live betting, considérés comme très dangereux par le monde des courses, déjà rudement éprouvé par la baisse des paris. Le rôle de l'Etat paraît être pour le mouvement « En marche », de garantir aux joueurs la régularité des compétitions et à la filière de trouver les moyens de créer une valeur ajoutée.

Mélenchon soulève un lièvre

Comme plusieurs autres concurrents, Jean-Luc Mélenchon avait dû déclarer forfait pour la grand-messe de Saint-Cloud. Il n'en est pas resté muet pour autant. Ce n'est pas le genre de la maison. Et sous sa plume mais également sa responsabilité, il a adressé à Paris-Turf (du 12 avril) un texte dont beaucoup de paragraphes se différencient de ses concurrents. Honnêtement, il reconnaissait n'avoir pas une grande expérience personnelle de ce milieu mais sans pour autant s'en désintéresser. Un paragraphe est particulièrement original et différent du conventionnel. Il écrit « Le secteur des courses français souffre à la fois d'une perte de prestige et d'un manque d'attrait pour les nouveaux publics potentiels ». La France insoumise propose dans son programme d'interdire le naming et l'appropriation commerciale des équipements et compétitions comme cela a été récemment le cas avec le Prix de l'Arc de Triomphe devenu le Qatar Prix de l'Arc de Triomphe. Quand on sait combien les sponsors versent pour ce qui est considéré comme le championnat du monde des pur-sang ainsi que Longines pour le Prix de Diane, un tel brûlot a de quoi faire frémir les dirigeants du galop mais sur le principe et au plan de l'éthique, il n'y a rien de sacrilège. On pourrait ajouter que souvent, et de plus en plus ces dernières années, l'Arc et le Diane sont gagnés par les trusts internationaux des grandes écuries américaines, britanniques ou du Moyen Orient et bien sûr du Qatar qui ne refuse pas d'empocher d'une main ce qu'il a dépensé de l'autre. Il fallait avoir le courage de le dire quitte à faire trembler les tribunes en construction du futur nouveau Longchamp.

Les socialistes aux abonnés absents

Invité, comme nous l'avons précisé autant à Saint-Cloud qu'à adresser un texte au quotidien des courses, Benoît Hamon ne s'est absolument pas manifesté en dépit de quelques relances. J'ai pu avoir l'explication de cette carence

Rocard en 1983 a démocratisé les sociétés et permis aux socio-professionnels d'être membres dirigeants et de parvenir à une réelle parité entre les deux disciplines. Il affirmait aussi un attachement aux statuts de la loi de 1901 (buts non lucratifs). Raison du couac, le texte n'a pas été validé en temps utile par le candidat, ou pire encore, il s'agit d'un court-circuit entre le siège de campagne et la maison mère du parti rue de Solférino.

S'il faut une conclusion, qu'elle soit positive. Chaque tendance a pu s'exprimer et l'information des turfistes doit être gagnante.

Guy de la Brosse

Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.

🔒 Les commentaires sont réservés aux abonnés.

L'AUTEUR



[GUY DE LA BROSSE \(https://blogs.mediapart.fr/guy-de-la-brosse\)](https://blogs.mediapart.fr/guy-de-la-brosse)

10 BILLETS /

EN 2017...



Suivez la présidentielle et restez informé(e) en vous abonnant **3 mois pour 11€ seulement** (soit 2 mois offerts)

J'en profite

LE BLOG

SUIVI PAR 3 ABONNÉS

[Le blog de Guy de la Brosse \(https://www.mediapart.fr/guy-de-la-brosse/blog\)](https://www.mediapart.fr/guy-de-la-brosse/blog)

CHOISISSEZ L'INDÉPENDANCE !

Je m'abonne à partir de 1€



- ▶ Accès illimité au Journal et au Studio
- ▶ Participation au Club
- ▶ Application mobile

Je m'abonne à partir de 1€